

Finance du carbone: une firme québécoise à la Bourse de Vienne

Publié le 18 novembre 2010 à 07h52 | Mis à jour le 18 novembre 2010 à 07h52



Philippe Mercure

La Presse

(Montréal) Aller récolter des fonds en Europe, puis s'en servir pour avaler des concurrents au Canada et y consolider l'industrie de la finance du carbone: c'est l'ambitieux projet de Solutions L2i, une firme québécoise dont le titre commencera demain à être échangé à la Bourse de Vienne.

La petite entreprise d'une dizaine d'employés vient de créer un nouveau groupe, appelé Mobius EcoCapital, qui a été enregistré à Londres, en Angleterre. Solutions L2i demeurera, mais deviendra une société du groupe Mobius.

Les documents juridiques seront rendus publics aujourd'hui en Europe et le titre de Mobius commencera à être échangé demain.

«Londres est actuellement la Mecque du financement en carbone. Toute l'ingénierie et l'innovation qui se font en finance climatique proviennent de là», explique Yves Legault, vice-président, financement corporatif, de Solutions L2, qui rappelle que le Marché climatique européen est installé dans la capitale anglaise.

Quant à la Bourse de Vienne, deux raisons incitent Mobius EcoCapital à s'y inscrire. D'abord, le marché possède un bras qui accueille les sociétés de petite capitalisation, à l'image de la Bourse croissance de Toronto.

Vienne attire aussi beaucoup d'investisseurs intéressés par la finance du carbone. La raison se trouve dans le protocole de Kyoto, qui encourage la production de crédits de carbone dans les pays de l'Europe de l'Est et de l'ex-URSS.

«La Bourse de Vienne est la porte d'entrée de l'Europe de l'Est», explique M. Legault.

Acquisitions en vue

Mobius EcoCapital dit déjà être en discussion avec des investisseurs potentiels et espère pouvoir recueillir 3 millions d'euros d'ici quatre ou cinq mois.

À quoi serviront ces fonds?

«L'enjeu premier, c'est de consolider le marché canadien. On veut acquérir des gens ou faire des partenariats avec d'autres acteurs pour créer une masse critique canadienne», explique Yves Legault.

Mobius compte avaler autant des firmes qui échantent des crédits de carbone que des entreprises qui génèrent ces crédits en évitant l'émission de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Dans son document d'introduction en Bourse, l'entreprise affirme qu'à l'exception de l'Alberta, où des crédits de carbone réglementés s'échantent déjà, 90% des firmes actives en finance du carbone au Canada comptent moins de cinq employés, ce qui laisse miroiter de belles possibilités de consolidation.

En parallèle, Mobius veut se diversifier en se lançant dans le commerce d'autres produits financiers environnementaux, notamment des crédits liés à l'énergie renouvelable, les biocarburants et la biodiversité.

«Nous sommes une entreprise en croissance et on veut passer à la prochaine étape», résume Chantale Lagacé, cofondatrice de Solutions L2i avec Yves Legault.

Mobius est parvenu à convaincre une grosse pointure, Yves Gauthier, de prendre les rênes de son conseil d'administration. M. Gauthier, un ancien vice-président de la Caisse de dépôt et placements du Québec, était jusqu'en septembre vice-président et chef de la direction financière de Valeurs mobilières Desjardins.

«J'ai eu à travailler avec eux dans le cadre d'un financement d'une entreprise impliquée dans le marché des crédits de carbone. C'est un groupe de jeunes entrepreneurs que je trouve très dynamique. Ils ont un réseau surprenant étant donné leur jeunesse», a expliqué à La Presse Affaires M. Gauthier, qui se voit davantage comme un «mentor» que comme un simple président du conseil.

Partager

Recommander

1

1

© 2000-2011 Cyberpresse inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.